

L'Australie à la conquête de l'Asie-Pacifique ?

Une illustration du concept de puissance "moyenne"



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint
 de Grenoble Ecole
 de Management
 Directeur de l'ESC
 Grenoble

Après huit mois de campagne électorale, les Australiens se sont dotés le mois dernier d'un nouveau gouvernement. Peu médiatisés en Europe, ces élections fédérales ont mis fin à plusieurs mois d'instabilité politique en propulsant au pouvoir la coalition "*libérale-nationale*" du conservateur Tony Abbott, qui a bâti toute sa campagne sur un slogan : "*La fin des dépenses inutiles, la fin des bateaux de demandeurs d'asile, la fin de la taxe carbone*". Le déficit et la dette publique ont alimenté les débats électoraux, même s'ils restent bien en deçà de ceux affichés dans les vieux pays industrialisés. C'est surtout le ralentissement du cours des matières premières qui inquiète aujourd'hui les Australiens. Autant d'éléments mal connus sur l'actualité du pays, malgré une forte attractivité tant économique que touristique. "*Le décalage entre l'image que l'Australie a d'elle-même et l'impression qu'on se fait d'elle à l'étranger [y contribue grandement]*", constate Xavier Pons, professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail. Discrète, la puissance australienne ne cesse pourtant de s'affirmer et de s'étendre bien au-delà de sa sphère d'influence subrégionale.

Pour l'heure, l'économie australienne se porte bien. 12^e puissance économique mondiale et membre du G20, l'Australie est l'un des rares pays industrialisés à avoir échappé à la récession économique de 2009. Sa croissance a certes été touchée, mais elle est toujours restée positive avec une moyenne annuelle de 3,5 % ces vingt dernières années ! Sa proximité avec les marchés asiatiques, les plus dynamiques de la planète, contribue à cette bonne santé économique. Il en résulte un très faible chômage (5,1 % de la population active), une dette fédérale de 9,6 % du PIB et une inflation largement maîtrisée.

Une économie performante

L'Australie peut en effet compter sur les importantes richesses qu'offre son environnement naturel, associées à une faible demande intérieure. Dès les années 1960, le sociologue Donald Horne la dépeint comme le "*pays de la chance*". De fait, l'agriculture et les minerais représentent près des deux tiers de son commerce extérieur. "*L'Australie est ainsi le premier exportateur mondial de charbon, de fer, de plomb et de zinc, mais également le premier exportateur de bauxite et de titane. Le pays exporte beaucoup de gaz, extrait dans la mer de Timor (20 % de ses exportations). Il est également un géant de l'uranium avec un quart de la production mondiale*", explique le professeur Cédric Tellenne dans le *Dictionnaire de géopolitique et de géoéconomie*.

Dès les années 1960, le sociologue Donald Horne dépeint l'Australie comme le "*pays de la chance*".

L'Australie mise à la fois sur la reprise de la croissance mondiale et sur des stratégies de contrôle de marchés.

Depuis le début des années 2000, l'Australie bénéficie du *boom minier* provoqué par le dynamisme des Émergents. Or, le marché des matières premières connaît depuis plusieurs mois un recul dont pâtit l'île-continent. Les prévisions de croissance, même si elles restent positives, ont été ainsi revues à la baisse par le gouvernement et la banque centrale australienne. Canberra table désormais sur une croissance de son PIB comprise entre 2,25 et 2,5 % pour l'année en cours. Elle n'exclut pas cependant de renouer avec les 3 % et plus en 2015. Des taux, quoi qu'il en soit, à faire pâlir d'envie les pays de la Vieille Europe!

C'est que l'Australie mise à la fois sur la reprise de la croissance mondiale et sur des stratégies de contrôle de marchés. Dans le domaine de l'uranium par exemple, la demande semble être de retour. L'arrivée au pouvoir du Parti libéral démocrate au Japon relance les perspectives du redémarrage des centrales nucléaires nippones, tandis que les inquiétudes sur l'avenir du Niger - gros producteur africain - bénéficient à BHP Billiton et aux autres compagnies minières australiennes. Autre illustration: l'amointrissement de la demande de fer est compensé par une augmentation volontaire de la production australienne afin de faire chuter les prix et d'évincer ainsi leurs concurrents plus modestes. Seules des sociétés comme Rio Tinto peuvent réaliser des économies d'échelle susceptibles de préserver leurs marges et leur survie sur le marché. En termes géoéconomique, *"la zone Asie-Pacifique absorbe 71 % des exportations australiennes (11,5 % à destination de l'UE, 9 % des États-Unis) et fournit 52 % des importations (contre 24 % en provenance de l'UE et 14 % des États-Unis). La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial bilatéral de l'Australie. L'Asie concentre 64 % des échanges avec l'Australie en biens de consommation. En ce qui concerne les services, l'UE concentre 22 % des échanges avec l'Australie devant les États-Unis (17 %), l'ASEAN (15 %) et le Japon (8 %)"*, rapporte le site du Ministère des Affaires étrangères (MAEE). Canberra tend à faire de son commerce un outil au service de son intégration régionale, dans le Pacifique Sud mais plus généralement en Asie. Principale richesse nationale, les intérêts miniers ne conditionnent-ils d'ailleurs pas pour partie la politique étrangère australienne ?

Un "sheriff adjoint" des États-Unis en Asie ?

"L'Australie a une image très occidentale qui lui vient de son statut de colonie britannique et de son partenariat ancien avec les États-Unis d'Amérique", résume Cédric Tellenne. Xavier Pons observe pour sa part que le pays est *"considéré par nombre d'Asiatiques comme un simple protectorat américain"*. Canberra n'a en effet jamais remis en cause sa relation privilégiée avec Washington, scellée au cours de la Seconde Guerre mondiale, quand l'Australie a troqué la protection militaire britannique pour celle des Américains. Le pays s'est dès lors rangé systématiquement aux côtés de son allié, depuis la Guerre de Corée (1950) à celle *"contre le terrorisme"*. Mais *"si l'Australie a le sentiment qu'il lui faut à tout prix se concilier les bonnes grâces de son protecteur, elle n'en considère pas moins ce dernier avec méfiance"*, prévient Xavier Pons. Car ses intérêts, notamment économiques et financiers, se situent d'abord en Asie et obligent Canberra à composer avec la réalité géostratégique de la région.

Pour la diplomatie australienne, la priorité va à la Chine. Mais c'est en Asie du Sud-Est et dans son environnement immédiat que Canberra entend disposer des plus grandes marges de manœuvre.

Ainsi, l'Australie développe et renforce ses partenariats avec la Chine, l'Inde et le Japon. *"La priorité va à la Chine, au point que l'Australie déclare ne pas se sentir engagée par l'ANZUS [Australia, New Zealand, United States Security Treaty] en cas de guerre avec Taiwan"*, remarque Cédric Tellenne. Les deux pays ont signé cette année un "partenariat stratégique" sur dix ans portant sur les questions économiques, de politique étrangère et de défense. Dans ce cadre, *"ils ont également signé un accord de convertibilité directe entre le dollar australien et le yuan"*, précise le MAEE. Pour autant, il n'est pas toujours aisé de composer avec la susceptibilité chinoise. En témoigne la signature récente d'un accord de défense historique avec Tokyo, avec la bénédiction de Washington et malgré la désapprobation de Pékin. À bien des égards, la politique étrangère australienne oscille donc entre les deux géants que sont la Chine et les États-Unis. Mais c'est en Asie du Sud-Est et dans son environnement immédiat que l'Australie trouve la mesure d'une diplomatie plus libre et en adéquation avec ses attentes.

Publié en octobre 2012, le Livre blanc sur "l'Australie dans le siècle asiatique" réaffirme ainsi l'ancrage régional de l'Australie, avec l'identification et la mise en exergue de cinq partenaires prioritaires, en plus des États-Unis : la Chine, le Japon, l'Inde, mais aussi la Corée du Sud et l'Indonésie. Sa stratégie se traduit à la fois par la signature d'accords bilatéraux (économiques, scientifiques, universitaires, etc.) et, le cas échéant, par l'octroi d'aides au développement. Très présentes au Timor-Oriental, les forces australiennes le sont aussi au sein de la Mission d'intervention aux Îles Salomon. Canberra a en effet intérêt à assurer la stabilité politique et économique des Îles du Pacifique si elle veut s'assurer de débouchés commerciaux, mais également pour réguler l'immigration clandestine. Ces cinq dernières années enfin, l'Australie a aussi renforcé sa présence en Afrique, notamment pour appuyer ses investissements miniers.

Un "désert démographique européen" dans un océan asiatique ?

Le sujet de l'immigration a fortement alimenté le débat politique des dernières élections fédérales, notamment suite à la décision du précédent gouvernement travailliste de renvoyer directement en Nouvelle-Guinée et sur l'Île de Nauru tout clandestin arrivé par bateau. Ce sujet en réveille un autre, toujours à vif dans un pays aussi jeune : celui de l'identité nationale australienne. "En raison notamment des contractions entre leurs racines historiques, qui sont principalement européennes, et leur situation géographique, entre l'Asie et l'Océanie, les Australiens n'ont cessé de se demander qui ils étaient vraiment", analyse Xavier Pons. Dans ce contexte, l'actuelle immigration asiatique bouscule une société encore à très forte dominante anglo-saxonne (près de deux tiers de la population).

L'Australie a certes une tradition de terre d'accueil, mais les tensions identitaires sont de plus en plus visibles et tendent à diviser le pays. Au-delà de la lancinante question aborigène, la société australienne éprouve aujourd'hui des difficultés à assimiler les nouveaux arrivants, notamment les plus nombreux, en provenance d'Asie (Inde et Chine). Sur l'immigration clandestine, le consensus est acquis et c'est la tolérance zéro qui prévaut. Mais qu'en est-il de l'immigration légale ? La question est loin d'être anodine. Dans les prochaines décennies, à l'horizon 2045, l'Australie va devoir faire face à un vieillissement sans précédent de sa population. L'immigration apparaît comme une solution évidente à la crise démographique qui se profile, à condition de la conjuguer au *Mateship* ("fidélité fraternelle") si cher aux Australiens. Mais elle ne sera pas suffisante. Afin de stimuler la natalité et donc le renouvellement démographique, l'un des projets les plus ambitieux - et les plus populaires - du programme de Tony Abbott consiste à mettre en place l'un des congés maternité les plus généreux au monde. Pour un pays de moins de 23 millions d'habitants, et d'une densité de 3 habitants au km², il s'agit d'un sujet essentiel. Car comme le souligne justement le Recteur Gérard-François Dumont (cf. *CLES - Les entretiens géopolitiques mensuels du directeur*, n°20, 12/2012), "toute situation géopolitique ne peut s'appréhender correctement qu'en prenant en compte le paramètre démographique". Mieux : ce sont les "paramètres démographiques qui s'imposeront aux configurations géopolitiques". De ce point de vue, l'Australie est indubitablement en première ligne. ■

Pour aller plus loin : *L'Australie*, par Xavier Pons, Coll. *Idées reçues*, Éditions du Cavalier Bleu, 126 p., 9,95 € ; "Australie", par Cédric Tellenne, in *Dictionnaire de géopolitique et de géoéconomie*, coll. *Major*, PUF, 564 p., 49,90 €.

EXTRAIT :

Sur les représentations de l'Australie : "La diffusion d'idées reçues sur l'Australie est en grande partie le fait des médias. Mais elle résulte aussi d'une stratégie délibérée de la part de divers organismes officiels australiens qui tentent ainsi d'imposer une image conforme à leurs intérêts économiques ou politiques, et ne se soucient guère que cette image frôle souvent la caricature ou soit même en contradiction avec elle-même" (Xavier Pons, *L'Australie*, op.cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>